



Seul le prononcé fait foi

Discours de clôture d'Arnaud Rousseau Président de la FNSEA

Madame la Ministre
Madame la Préfète,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,
Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'organisations professionnelles,
Mesdames et Messieurs en vos grades et qualités,
Mesdames, Messieurs,
Cher(e)s collègues et Cher(e)s ami(e)s,

Je veux en tout premier lieu remercier chaleureusement le Président de la Fédération de l'Isère, Jérôme Crozat, les élus, les équipes salariées et bénévoles, qui nous permettent, ici à Grenoble, pour quelques jours, de profiter à la fois du rassemblement de notre réseau et d'un cadre propice aux travaux.

Mission accomplie, nous posons ici avec vous, les fondations de notre nouvel élan syndical, en capitalisant sur nos valeurs de convivialité, responsabilité et combativité.

Ce congrès fera date dans notre histoire syndicale puisqu'il restera celui durant lequel nous avons pris la décision de réserver 25% des sièges de notre Conseil d'Administration aux femmes !

Au nom de tous les congressistes, je vous adresse un grand merci, nous pouvons applaudir ensemble la FDSEA de l'Isère et l'équipe d'organisation !

Depuis notre dernier congrès, à Dunkerque, nous avons vécu une année d'une exceptionnelle intensité.

Nous avons vu notre mobilisation agricole sans précédent se heurter à une instabilité politique peu commune. De dissolution en motion de censure, jamais nous n'avons baissé les bras, allant jusqu'à rédiger, nous-mêmes, au cœur de l'été, une proposition de loi pour entreprendre en agriculture afin de mettre immédiatement le nouveau Gouvernement en action.

Nous avons enchaîné des épisodes climatiques et sanitaires qui ont épuisé les trésoreries, tiré sur le moral et apporté leur lot d'incertitudes et de tensions.

Et nous avons engagé, avec Jeunes Agriculteurs, une campagne aux élections Chambres d'agriculture, âpre et accaparante, mais avec un mental de guerrier et le calme des vieilles troupes.



Je veux vous dire ici ma fierté, ma reconnaissance, et mon admiration face à votre engagement.

Les résultats des Elections aux chambres d'agriculture sont clairs. L'alliance JA/FNSEA demeure largement majoritaire !

La présidence sera assurée par un élu du réseau JA/FNSEA dans 84 chambres sur 102.

Je salue ici tous les présidents de chambres élus, ainsi que Sébastien Windsor qui vient d'être renouvelé à la Présidence de Chambres d'Agriculture France. Vous êtes les garants de la traduction de notre ambition pour accompagner le goût d'entreprendre.

Ensemble, nous avons contribué à un taux de participation en hausse, à une époque où la tendance au désengagement l'emporte sur l'action.

Je le dis sans triomphalisme, mais bien des organisations professionnelles et bien des partis politiques nous envient le résultat et la mobilisation de notre base.

C'est aussi avec lucidité que nous avons analysé les raisons de la poussée du vote contestataire :

- Une situation économique difficile avec un certain nombre de nos collègues qui ne savent pas comment ils vont finir l'année.
- Une année agricole dure et un climat qui continue à nous mettre à rude épreuve.
- Des délais de réponse effroyablement longs des Pouvoirs Publics à la colère qui s'est exprimée.
- Une vision décroissante d'un Green Deal dont nous ne voulons plus.
- Et un contexte géopolitique des plus tendus où l'incertitude règne.

La FNSEA entend aussi les alertes qui lui sont adressées.

Et, forts de nos valeurs, forts de notre expérience et des enseignements hérités de plusieurs générations de syndicalistes responsables et combatifs, nous tirons les conséquences de notre recul.

Nous avons acté, ici, ensemble, dans un débat qui fait notre force, une accélération de notre transformation pour être en phase avec les besoins et les attentes des agriculteurs, plus lisible dans notre structuration et notre projet ; plus efficace dans la défense des intérêts de tous, tous les territoires et productions confondus ; plus combatifs pour être à la hauteur des défis qui attendent les agriculteurs français et notamment celui du renouvellement des générations.

Il nous appartient, chers amis, de faire prospérer ce travail.



Parlons maintenant de ce qui pourrait donner de l'espoir aux agriculteurs.

Madame la Ministre, vous nous avez proposé de nous projeter. C'est impératif.

Mais je veux d'abord vous dire tout ce qui crispe et empêche d'opérer le changement de logiciel attendu.

Car, pour y parvenir, encore faut-il que nos décideurs politiques, à Paris comme à Bruxelles, prennent enfin la pleine mesure du combat à mener...

A Bruxelles, nous avons entendu le changement d'approche dans la « nouvelle vision » du commissaire européen à l'agriculture Christophe Hansen.

Je tiens à saluer ici le geste de Monsieur Hansen qui a adressé une contribution vidéo aux participants de notre congrès : c'est un acte rare de la part d'un commissaire européen qui mérite d'être souligné !

Pour la première fois depuis bien longtemps, nous voyons émerger avec lui les notions de sécurité alimentaire, de production et de compétitivité qui nous sont chères. Il nous annonce même une stratégie pour l'élevage.

La dimension stratégique et économique semble reprendre une place prépondérante et l'agriculture est repositionnée au regard des enjeux extérieurs de commerce.

Pour autant, si nous gagnons la bataille de la sémantique, l'Europe s'entête dans ses vieux travers à créer les conditions de sa propre fragilité.

Elle continue de sacrifier l'agriculture au profit d'autres secteurs économiques dans des accords commerciaux tels que le Mercosur ;

Elle ne traite pas les effets de bords sur la pérennité et la continuité de l'activité des exploitations quand elle prend par exemple des sanctions sur les engrais contre la Russie ;

Elle engage des bras de fer commerciaux qui sont de nature à déstabiliser des filières entières : lait, porc, vin... Elle taxe des secteurs qui n'ont aucune responsabilité dans les conflits en cours quand nous demandons la désescalade... Alors qu'il faudrait enclencher une politique commerciale intégrant le strict respect de la réciprocité des normes ;



Elle poursuit, sans répondre à nos questions sur le financement, son projet d'intégration de l'Ukraine, qui pourrait, à lui seul, déstabiliser totalement la PAC et faire de l'agriculture la victime collatérale de notre solidarité.

Tout attachés que nous sommes à l'esprit européen, l'Union Européenne telle qu'on nous l'impose, n'est pas celle que nous soutenons !

Nous soutenons une Europe qui a construit sa grandeur sur sa capacité à assurer la paix.

Nous croyons à cette Europe qui a fait de la politique agricole la première politique intégrée de l'Europe, avec un temps d'avance sur la politique européenne de défense.

Nous pensons que l'Europe a tout à gagner à poursuivre sur la voie des échanges justes, régulés et équilibrés, pour continuer à participer aux grands équilibres alimentaires mondiaux.

A ce stade, l'Europe ne nous donne que des intentions et des ambitions non chiffrées.

Pour nous, quatre moyens pour faire de l'acte de production un objectif prioritaire de la stratégie agricole européenne.

Premièrement : un budget PAC dédié, en hausse et indexé sur l'inflation, à la hauteur des enjeux assignés à nos agriculteurs et aux générations à venir. Et soyons clairs, nous ne voulons pas d'une fusion du deuxième pilier avec les fonds de cohésion !

Deuxièmement : à l'intérieur des frontières européennes, des règles uniques de marché commun et, à l'extérieur des frontières, des mesures de réciprocité dans l'ensemble des échanges. Cela va de pair avec une PAC qui reste commune pour éviter de tomber dans le piège d'une renationalisation.

Troisièmement : de la simplification axée sur la compétitivité. C'est comme cela qu'il faut aborder la révision de la directive IED, la législation sur le bien-être animal, la directive Sols, le dossier du transport des animaux et les questions concernant la prédation, sans être exhaustif !

Quatrièmement : un soutien ferme et de long terme au développement et à l'innovation, pour lever les freins qui ralentissent les programmes de recherche. L'objectif est bien de rendre accessible, au plus grand nombre, les innovations agronomiques et techniques qui nous permettront de toujours mieux faire, avec moins d'impacts sur l'environnement et les ressources.



C'est aussi un levier majeur pour accélérer la résilience des exploitations face aux chocs climatiques, sanitaires et économiques.

Avec la montée des protectionnismes qui redessine les équilibres, il faut urgemment que l'Europe entende que le réarmement de notre souveraineté alimentaire s'impose comme le pendant indispensable aux efforts pour créer une défense indépendante et solide.

Et ce qui est vrai pour l'Europe est aussi vrai pour la France.

Nous avons été attentifs et sensibles, Madame la Ministre, à votre discours lors du dernier Salon International de l'Agriculture : les agriculteurs ont pour mission de produire, ils méritent des revenus à la hauteur de leur engagement, ils attendent des mesures de simplification et de dignité à la hauteur de leur contribution à l'économie de notre pays et de leur rôle dans les territoires.

Et l'honnêteté qui nous caractérise nous permet d'attester de belles victoires syndicales au service des agriculteurs.

Je pense aux plans d'urgence sectoriels, pour la viticulture, l'agriculture biologique, le soutien aux trésoreries et aux catastrophes sanitaires comme la Fièvre Catarrhale Ovine ou la Maladie Hémorragique Epizootique ...

Et parce que nous avons tenu bon sur nos revendications, nous avons obtenu dans un budget plus que contraint des mesures indispensables pour la pérennité des exploitations.

L'idée n'est pas ici d'en porter le détail, mais citons : la validation de la « provision élevage » ; l'exonération fiscale et sociale de 30 % de la Déduction pour Epargne de Précaution ; le maintien des crédits d'impôts HVE et remplacement ; les mesures fiscales pour l'installation d'un jeune agriculteur et la pérennisation du TO-DE ; la mise en place, laborieuse, après 9 mois d'attente, des prêts de consolidation... qui sont de vrais actes pour soutenir la production agricole.

Ainsi, après une année de travail acharné de propositions, après 4 Premiers Ministres et 2 Ministres de l'agriculture, ce sont plus de 400 millions d'euros qui vont arriver, enfin, dans les cours de fermes !

Autre vrai sujet de satisfaction : l'application dès 2026 du calcul de la retraite sur les 25 meilleures années. Madame la Ministre, il aura quand même fallu près de 20 ans pour faire des retraités agricoles français des citoyens comme les autres !

Avec la Loi d'Orientation Agricole sortie in extremis avant l'ouverture du salon de l'agriculture, nous avons pu poser les bases pour réaffirmer la vocation productive de l'agriculture.



Le conseil constitutionnel a censuré des articles sur lesquels il faudra revenir, mais les fondamentaux de cette loi sont préservés :

- l'intérêt général majeur de l'agriculture dans le code rural ;
- l'intérêt fondamental de la Nation dans le code pénal pour la souveraineté alimentaire ;
- l'inscription du principe « Pas d'interdiction sans solution » ;
- le soutien à la formation et à l'installation.

Mais ne cédez pas, Madame la Ministre, ne cédez pas à la tentation de penser qu'avec ces premières avancées, il est possible de reléguer au second plan les sujets agricoles.

Nous nous réjouissons de ces avancées, mais il reste tant à faire !

Car vous le savez, la photographie à date de la France agricole est éloquente :

En 20 ans, la production de viande a baissé de 16 %, et les importations augmenté de 81 %. La production de vin a reculé de 24 %, et les importations ont grimpé de 15 %.

Pour les fruits, c'est tout aussi frappant : 12 % de production en moins mais 31 % d'importations en plus...

Entre 2015 et 2024, la France a perdu 1 million d'hectares de blé tendre. Soit 20 % des surfaces perdues. Et sur ces 20%, les trois quart n'ont désormais plus aucune vocation de production agricole.

Madame la Ministre, nous perdons notre potentiel de production !

Il sera bientôt trop tard : c'est maintenant qu'il faut engager le changement.

D'abord et avant tout, agir pour faire progresser le revenu des agriculteurs.

Il faut continuer à raffermir la construction du prix en marche avant. Les productions agricoles ne doivent plus, ni en France, ni en Europe, être la variable d'ajustement dans les relations commerciales avec les industriels et les distributeurs !

Et je n'imagine pas voir les prochaines négociations commerciales se tenir sans que les failles et les contournements que nous subissons depuis deux ans ne soient corrigés.

Non aux constructions de prix en marche arrière qui perdurent !

Non aux centrales d'achat européennes qui contournent les lois EGALIM !

Et non aux négociations qui s'affranchissent du prix de la matière première agricole !

Contrôlez, Madame la Ministre, contrôlez et sanctionnez !



Agissez aussi sur les capacités d'investissement des exploitations, en respectant les engagements budgétaires notamment sur le plan agriculture méditerranéenne ou l'appui à l'investissement dans les serres du plan Souveraineté Fruits et Légumes.

Allez plus loin et engagez un plan de réduction massives des charges de production. Dix ans que nous demandons une réforme de l'assiette des cotisations sociales pour coller aux revenus... !

Ensuite, il faut simplifier notre accès aux moyens de production et nous donner une plus grande latitude dans l'exercice de nos métiers.

Alors là, Madame la Ministre, si nous vous reconnaissons une conviction forte, les discours du Gouvernement sont souvent beaucoup moins clairs...

Les agriculteurs n'y comprennent plus rien...

En guise de choc de simplification, le Gouvernement propose une loi qui a tout simplement oublié l'agriculture. Les bras nous en tombent !

Nous avons fait des propositions, seront-elles soutenues par le Gouvernement ?

Et que dire de la Proposition de loi Contraintes portée par les sénateurs Duplomb et Menonville sensée donner corps à l'ambition de la loi d'Orientation agricole ?

Depuis 15 jours, nous naviguons à vue sur les dates d'examen...

Madame la Ministre, quand on s'engage publiquement sur une date devant les agriculteurs, la moindre des choses est de s'y tenir !

Oserez-vous, en dehors de la caisse de résonance médiatique du Salon de l'agriculture, nous donner une date et, enfin, vous y tenir ?

Cette loi aborde entre autres la question des produits phytosanitaires.

Les indicateurs vont dans le sens de la réduction. En 2024, les volumes vendus ont baissé de près de 40 % par rapport à 2008, et de près de 60 % depuis 1999. Et la part dans les ventes des produits les plus préoccupants pour la santé a été divisée par plus de deux depuis 2010.

De ces efforts, il ne nous est jamais donné acte !

Pire, on en fait abstraction. Conclusion : nous sommes actuellement face à un nombre d'impasses et de surtranspositions intolérables !

Que devons-nous dire aux producteurs français de betteraves sucrières, de noisettes, de pomme, privés de l'acétamipride, alors que leurs homologues européens en disposent ?



Et je ne parle même pas de ces programmes d'actions nitrates régionaux que même l'administration elle-même ne comprend plus !

Allez, tant que nous en sommes aux absurdités, parlons carbone et énergies renouvelables, deux sujets positifs pour l'agriculture que nous sommes en train d'enterrer par incohérence.

L'idée de durcir les conditions pour les agriculteurs de labellisation du carbone est contre-productive à tous points de vue : à contre-courant de la simplification, des trajectoires de neutralité carbone et du marché des crédits carbone.

A vouloir toujours plus, on décourage les plus volontaires !

Doit-on renoncer à décarboner ?

Au sujet de l'agrivoltaïsme, cessons d'opposer production d'énergies renouvelables et production alimentaire, alors qu'elles sont complémentaires !

Et je veux le dire sans détour, la proposition de loi qui entend tout régir de Paris en donnant aux collectivités un droit de préemption sur les terres agricoles, c'est tout simplement : non !

Cette propension à venir dégrader les initiatives positives des agriculteurs, qui participent à la fois à leur revenu et à la résilience des exploitations est sidérante !

Redonnez, Madame la Ministre la primauté à l'expertise des agriculteurs, et préservez-les des contentieux qui leur font perdre du temps.

Préservez-les aussi des débats dogmatiques, stériles et stigmatisants, qui engendrent du mal-être, et meurtrissent jusqu'aux plus solides d'entre-nous.

Reprenez votre place, reprenez la main sur l'administration ! Je vous le dis à vous, mais ce sujet m'est porté par tous les ministres que je rencontre : ils m'expliquent la difficulté de diriger leur administration.

Il n'est plus tolérable de voir des fonctionnaires de l'Etat se comporter comme des militants politiques qui défient l'autorité des Ministres !

Là où nous devrions construire et trouver des solutions, ce sont la défiance et le rejet qui priment.

Qu'entendez-vous faire, Madame la Ministre, pour que cela cesse ?

Nous perdons du temps en palabres inutiles alors que nous sommes face à une urgence climatique, sanitaire et économique sur laquelle nous devrions être focalisés.

En 2024, le climat s'est rappelé à nous dans toute sa dureté, touchant toutes les productions.



Je pense singulièrement aux territoires ultra-marins, à nos collègues de Mayotte et de la Réunion et à leurs familles : je salue leur courage et leur résilience face à la douleur.

Madame la Ministre, nos collègues doivent bénéficier de tout le soutien pour surmonter les épreuves et se relever.

Et plus largement, afin de rendre efficaces les soutiens à l'agriculture des outre-mer, appuyez-vous sur votre office l'ODEADOM pour coordonner les plans d'accompagnement à l'investissement, au changement climatique, et les adapter aux besoins spécifiques de ces territoires.

Face aux risques climatiques, les agriculteurs disposent d'une assurance récolte renouvelée qui, après deux années d'exercice, nécessite aujourd'hui des ajustements.

Aussi, faut-il rapidement prendre en compte, Madame la Ministre, nos propositions autour de l'indice prairie, afin de rendre les recours plus fiables et efficaces. Et penchons-nous sur le sujet épineux de la moyenne olympique.

De plus, je vous rappelle qu'il est de votre prérogative de fournir les données qui nous permettront de travailler au plus vite à la reconduction budgétaire de ce dispositif. Aujourd'hui, nous travaillons en aveugle, sans chiffres...

En termes de risques sanitaires, nous sommes là face à un enjeu crucial pour l'agriculture française.

Concernant l'élevage français, qui cherche à endiguer les assauts réguliers qui le frappe dans toutes les productions : grippe aviaire, Fièvre Catarrhale Ovine, Maladie Hémorragique Epizootique, risque de Peste Porcine Africaine et retour en Europe de la fièvre aphteuse, le principe de l'indemnisation des pertes indirectes doit être compris, acté et mis en œuvre avec une enveloppe budgétaire spécifique en 2025. Quiconque s'intéresse à la conduite d'un cheptel sait que sa reconstitution après un sinistre peut prendre plusieurs années.

Nous saluons l'initiative des Assises du sanitaire animal, qui se sont tenues fin janvier. Mais nous ne serons satisfaits qu'avec la mise en place d'un continuum moyens de prévention – maillage vétérinaire – moyens financiers pour la prise en charge et l'indemnisation partagé entre tous les acteurs.

Appuyez-vous, Madame la Ministre sur le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental - FMSE, dont je salue le travail remarquable.

Il faudra rapidement porter la même initiative sur le sanitaire végétal.

En parallèle, il faut engager un vrai changement de paradigme en matière de fiscalité agricole, notamment en améliorant les outils de gestion pour faire face aux fluctuations de revenus.



Il faut augmenter et élargir la Déduction pour Epargne de Précaution aux aléas économiques. Nous ne savons que trop bien combien les risques climatiques, sanitaires et économiques sont désormais intrinsèquement liés et pèsent sur les revenus des agriculteurs.

Et cette discussion, il faut l'avoir dès maintenant, pour préparer le budget 2026.

Madame la Ministre, comprenez les inquiétudes des agriculteurs.

Ils évoluent dans un monde où

la France perd son outil de production ;

l'Europe est une passoire ;

et le consommateur n'a plus conscience de la valeur intrinsèque de l'alimentation.

En demandant un cap et de la visibilité, les agriculteurs appellent l'Europe, la France et leurs concitoyens à se projeter vers l'avenir.

Car, ce qui se décide aujourd'hui, c'est l'alimentation que nous voulons pour les prochaines années.

Il y a 79 ans, des agriculteurs se sont réunis pour se structurer et porter un projet commun pour répondre à l'ambition d'autosuffisance alimentaire d'une Europe qui redécouvrait la paix, mais était affamée.

Ils ont réussi à répondre à la commande avec une énergie et une capacité d'adaptation exceptionnelles. Mais une fois les objectifs atteints, progressivement, le sens du métier d'agriculteur, son rôle nourricier et structurant dans les territoires s'est effacé.

Jusqu'à ce que la crise sanitaire COVID, le retour de la guerre et des tensions géopolitiques viennent à nouveau agiter la peur des pénuries alimentaires.

Brutalement, avec la crainte de ruptures dans la chaîne d'approvisionnement, Français et Européens ont pris conscience de leurs dangereuses dépendances.

A la FNSEA, nous avons été les premiers à lancer un appel à la souveraineté alimentaire durable, au grand dam de tous les bien-pensants qui n'y voyaient qu'une posture d'opportunité.

Le conflit russo-ukrainien est venu démontrer combien nous étions dans le vrai et combien il fallait aller encore plus loin et plus vite que nous l'imaginions.

Pour faire face à cette nouvelle situation, il faut relancer la production en assurant un revenu aux agriculteurs, pour rendre notre secteur attractif et installer des jeunes.

La maîtrise de l'alimentation, sa disponibilité et la gestion de ses flux est une préoccupation hautement stratégique.



L'alimentation est une arme puissante et aussi, ne le négligeons pas, un fort vecteur de stabilité démocratique.

Prenons le chemin de l'autonomie stratégique alimentaire : c'est ainsi que nous maîtriserons nos dépendances, nos indépendances et nos interdépendances.

Madame la Ministre, pour notre politique énergétique, nous avons été capables de faire volte-face sur le démantèlement de notre industrie nucléaire.

Pour notre politique de défense, nous sommes en train de remuscler notre ambition stratégique.

Ce gouvernement sera-t-il capable de dire : pour notre agriculture, changeons radicalement de perspective et remettons notre outil de production en route ?

Que le Président de la République s'exprime enfin : il s'était engagé à nous donner sa nouvelle vision ! Nous l'attendons toujours...

Soyons concrets et prenons quatre exemples pour illustrer ce que nous appelons le changement de logiciel :

Sur les installations classées pour l'environnement, on veut nous faire rentrer à marche forcée dans une réglementation prévue pour l'industrie. Et pour nous faire passer la pilule, on nous dit qu'au lieu de deux réunions publiques, il n'en faudra plus qu'une, tout en nous obligeant à créer un site internet pour chaque bâtiment d'élevage. Et on nous fait miroiter des évolutions de seuils qui n'arrivent jamais, alors qu'elles sont à la main du Gouvernement.

Le changement de logiciel, c'est sortir l'agriculture de cette réglementation qui n'est pas faite pour la production agricole.

Pour la prédation, on empile les règles, de tir de défense, simple ou renforcée, la qualification juridique des dommages causés par les chiens de défense, on palabre sur la non-protégeabilité des bovins... Et pendant ce temps, les attaques se multiplient, le coût de l'indemnisation augmente et on ne règle pas le problème.

Le changement de logiciel, c'est une attaque, un tir, et plus aucun éleveur sans solution.

Et le stockage de l'eau pour lequel on nous balade entre Varenne et Conférences régionales.

En attendant, combien de mètres cube d'eau supplémentaires avons-nous stockés depuis 2017 ?

Tous les projets, tous les décrets sont systématiquement attaqués. Et face à ça, les agriculteurs sont livrés à eux-mêmes, désemparés.



Le changement de logiciel, c'est avoir enfin, le courage politique de remettre à plat toutes les réglementations pour sécuriser les porteurs de projets et ainsi reconnaître que l'eau est vitale pour l'agriculture.

Pour l'agriculture biologique, l'Europe nous impose un objectif de 18 %. La France, dans sa volonté de faire toujours plus, fixe dans la planification un objectif de 21 %. Alors que nous savons, compte tenu de la dynamique de marché, que nous stagnons à un peu plus de 10 % de surface en Bio.

Le changement de logiciel, c'est de sortir des objectifs démagogiques pour poser des objectifs tenables et réalisables, connectés au marché, et se donner les moyens de les atteindre vraiment !

Ce changement de logiciel, Madame la Ministre, c'est un projet de société, qui dépasse les seuls intérêts agricoles.

Avec Jeunes Agriculteurs, et je sais pouvoir compter sur l'entier concours de Pierrick Horel, leur Président, ainsi qu'avec l'ensemble des organisations professionnelles agricoles, que je remercie de leur présence aujourd'hui, nous sommes pleinement engagés.

A la FNSEA, nous assumons d'être un corps intermédiaire porteur de propositions entre les agriculteurs et les Pouvoirs Publics, à tous les niveaux de la représentation nationale et territoriale.

Car notre culture, c'est celle du résultat, c'est celle qui permet aux propositions issues du terrain d'être écoutées, reprises et appliquées.

Oui, nous sommes un syndicat exigeant, et nous exigeons de vous, Madame la Ministre, comme de tous les Ministres de l'agriculture depuis 79 ans, du courage politique et de l'efficacité.

Et pour conclure, je souhaite m'adresser à vous, mes chers collègues.

Ce courage, cette efficacité que nous demandons aux politiques est aussi ce que nous exigeons de nous-même.

Quand on porte un projet aussi fort, aussi engageant que le nôtre, il nous faut être solides !

Au cours de l'année passée, nous avons eu le courage, ensemble, d'aborder chaque obstacle, chaque difficulté, avec la même combativité, la même détermination. C'est d'ailleurs ainsi que nous abordons les élections dans les Caisses de MSA pour déployer notre projet autour de la dignité des agriculteurs.

Et je veux remercier ici le Secrétaire Général de la FNSEA, Hervé Lapie, et les secrétaires généraux adjoints Romain Blanchard, Christophe Chambon et Thierry



Coué, les élus et les collaborateurs de notre réseau et des Associations spécialisées qui ont mouillé la chemise pendant notre mobilisation historique et la campagne des Elections aux Chambres d'Agriculture.

Et je veux aussi dire ma gratitude à tous vos proches et vos familles, soutien dans l'ombre et pilier essentiel, lorsque vous partiez en manifestation ou sur les routes de vos cantons, de vos départements et de vos régions à la rencontre de nos collègues.

Ce courage, nous le puisons dans nos valeurs fortes et intangibles d'unité, d'initiative, d'humanité et de solidarité. Nous avons la légitimité d'un ancrage territorial unique, et nous portons avec constance et opiniâtreté les revendications du terrain.

Parce que seule nous importe la défense des agriculteurs. Oui, nous sommes, depuis notre création il y a 79 ans, le syndicat des agriculteurs.

Et comme il nous faut préparer notre avenir, il nous faut aussi construire courageusement notre FNSEA de demain, une FNSEA qui élargit sa capacité à aller au contact direct et qui étend sa communication au plus grand nombre.

La FNSEA que nous serons fiers de léguer à ceux qui nous succéderont.

Jamais nous ne renoncerons à nos valeurs, et c'est ensemble que nous allons travailler à notre transformation.

Laissons l'immobilisme et la colère stérile à ceux qui s'en contentent, nous, notre ADN, c'est l'action.

Ni triomphalisme, ni fatalisme, mais du travail, de l'implication. Et à la fin : du résultat !

La FNSEA est au rendez-vous de l'Histoire, et continue à écrire sa propre histoire.

Alors, chers collègues, chers amis :

Soyons fiers d'être de cette FNSEA !

Portons nos valeurs,

Portons nos projets,

Avec responsabilité,

Avec combativité,

C'est à nous d'agir !